

Mali : Pourquoi nous soutenons Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre, Chef du Gouvernement ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 01 DECEMBRE 2021

986

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Pêche à Mopti

Le ministre Youba Ba

inaugure le nouveau port

Le Ministre délégué auprès du Ministre du Développement Rural, chargé de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba a procédé, le mardi 30 novembre 2021, à l'inauguration du nouveau port de pêche à Mopti dont les aménagements ont été finalisés et consolidés par le Projet d'Appui à la Filière Halieutique (PAFHA+). ...



Sécurité publique : Les Etats-Unis accompagnent la Police Nationale



Burkina Faso : Le gouvernement rétablit la connexion mobile



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

30 Nov.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1220

Nouveaux cas confirmés

70

Nouveaux guéris

08

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

85 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
20 cas graves en soins intensifs
482 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

17 434

Guéris

15 161

Décès

606

dont 1005 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.17



P.19



/ Une /



Pêche à Mopti : Le ministre Youba Ba inaugure le nouveau port

P.4

/ Brèves /



Assises nationales de la refondation : Le chef de l'Etat a reçu la classe politique

P.11

Secteur de la communication et des médias : Finalisation du cadre juridique et réglementaire

P.11

Efficacité énergétique au Mali : Vulgarisation des directives de L'UEMOA

P.12

Bourse de Sous-traitance et Partenariat du Mali : Les activités relancées

P.12

Réconciliation et cohésion nationale : Les actions prioritaires de 2022 en ligne de mire

P.12

Lutte contre la corruption : Surcharge de dossiers au Pôle Economique

P.13

Mali : La problématique de la carte NINA à l'examen à la Primature

P.13

/ Actualité /



Sécurité publique : Les Etats-Unis accompagnent la Police Nationale

P.15

L'hostilité à l'engagement armé de la France au Sahel : De plus en plus visible

P.16

Sasakawa Africa Association : 35 ans au service du développement agricole

P.17

/ Politique /



Projet de la loi électorale : Ces innovations qui retiennent l'attention

P.18

Assises nationales de la refondation : Équité, inclusivité et consensus

P.19

Mali : Pourquoi nous soutenons Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre, Chef du Gouvernement ?

P.21

P.22

/ Culture & société /



Tisserands et forgerons de Bamako : Le ministre Guindo impressionné par leur savoir-faire

P.23

/ International /



Burkina Faso : Le gouvernement rétablit la connexion mobile

P.24

RDC : L'ex-Premier ministre Augustin Matata Ponyo rompt le silence

P.25

Remaniement ministériel au Niger : Le ministre de l'Intérieur quitte son poste

P.25

/ Sport /



Ballon d'Or 2021 : Salah 7e, Mahrez 20e, Mendy 2e meilleur gardien

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Pêche à Mopti

Le ministre Youba Ba

inaugure le nouveau port

Le Ministre délégué auprès du Ministre du Développement Rural, chargé de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba a procédé, le mardi 30 novembre 2021, à l'inauguration du nouveau port de pêche à Mopti dont les aménagements ont été finalisés et consolidés par le Projet d'Appui à la Filière Halieutique (PAFHA+).

Le nouveau port de pêche de Mopti est bâti sur une superficie de 2,885 ha. Il comprend les infrastructures et équipements suivants : 1 quai d'accostage et d'amarage des pirogues et pinasses, 1 hangar de construction de pirogues, 1 hangar de réparation des filets de pêche, 2 hangars de réception et de tri de poissons, 2 hangars de commercialisation de poisson, 1 hangar de fumage de poissons; Une aire de séchage des poissons 3 magasins de stockage, 1 bloc administratif, un complexe froid composé de 2

unités de production de glace ayant 2 containers aménagés avec chacun une zone de production de glace en barre et une chambre froide négative de stockage de la glace, deux groupes électrogènes, un bureau et une toilette, 2 cuves d'eau de 5 m3 chacune, 2 chambres froides positives pour la conservation du poisson frais, une (1) mini adduction d'eau potable composée de 4 bornes fontaines et des robinets de puisage, les ouvrages d'hygiène et d'assainissement, le Réseau d'électricité et d'éclairage public, 3 blocs de latrines, avec 6

latrines par bloc et la clôture du domaine. Le coût des travaux de finalisation et de consolidation des aménagements du nouveau port s'élève à 778 millions de FCFA.

Le maire de la Commune urbaine de Mopti, Issa Kansaye a précisé que le nouveau port de pêche doté des infrastructures et équipements modernes permettra, désormais, non seulement d'améliorer les conditions de travail des acteurs, mais aussi de renforcer la qualité de la chaîne de valeur de la filière du poisson frais ou transformé. Force est de reconnaître qu'il va apporter, une réponse adéquate, à l'ensemble de la problématique liée à la filière.

Selon l'ambassadeur de l'union européenne, Bart Ouvry, le nombre de bénéficiaires directs du nouveau port de pêche de Mopti est estimé à une centaine de personnes. L'infrastructure permettra d'améliorer les conditions de travail et les revenus des acteurs de la filière poisson à travers notamment par la facilitation du débarquement des produits halieutiques, l'amélioration des systèmes de conservation, de transformation de poisson et de commercialisation du poisson ainsi que la réduction des pertes post capture, l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement du port grâce aux ouvrages de voirie et d'assainisse-



ment et un meilleur accès à l'eau potable, la sécurisation des personnes et des biens avec l'électrification et la clôture du site.

A son tour, l'ambassadeur de la France au Mali, Joël Meyer a abondé dans le même sens. Il a laissé entendre que le nouveau port de pêche de Mopti contribuera d'une manière générale au développement économique régional à travers le développement des échanges commerciaux, la création d'emplois et la mobilisation

des ressources financières.

Visiblement satisfait de la réalisation du nouveau port de pêche de Mopti, le Ministre délégué auprès du Ministre du Développement Rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba dira que la pêche constitue un sous-secteur important de l'économie nationale. La production halieutique reste globalement tributaire des aléas climatiques, notamment de

la pluviométrie et des conditions hydrologiques du Delta Central du Niger. Les captures annuelles de poisson débarquées dans la région de Mopti proviennent à 85% de la pêche dans le Delta central du Niger, qui produit entre 50 000 et 80 000 t de poisson frais par an sur une superficie inondable d'environ 20 000 à 30 000 km. Ces captures varient d'une année à une autre en fonction des crues des fleuves Niger et Bani, elles-mêmes fortement dépendantes de la pluviométrie. La pêche occupe environ 70 000 actifs repartis en 33 000 ménages et génère près de 285 000 emplois, soit environ 7,2% de la population active. Plus d'un million de personnes vit de la pêche de façon directe ou indirecte. Selon le rapport CREDD (2019), le secteur halieutique a représenté 2,4% du PIB, soit 238,2 milliards F CFA. L'insuffisance des infrastructures modernes de débarquement et de conditionnement du poisson qui entraînent des pertes post-capture estimées à 30%, le coût élevé de la glace et l'enclavement des zones de pêche exacerbent les mauvaises conditions de vie des communautés pêcheurs, qui vivent ces derniers temps dans une situation de pauvreté aggravée par l'insécurité dans les principales zones de pêche. La population de la région de Mopti tire une partie essentielle de ses revenus des sous-secteurs pêche, élevage et agriculture, en dépit des aléas climatiques auxquels ces sous-secteurs sont et qui imposent des limites à l'augmentation des revenus de la population. Le sous-secteur pêche est capable de contribuer de façon notable à la réduction aussi bien du déficit nutritionnel que de la pauvreté constamment soumise au Mali. La coupure du ruban symbolique et la visite guidée des infrastructures et installations ont mis fin à la cérémonie.

■ **Ibrahim SANOGO**
Envoyé spécial



■ Jeune Afrique



Avec environ 5 millions de tonnes de pommes de terre produites chaque année, l'Algérie fait partie des vingt plus gros producteurs du monde...mais se retrouve aujourd'hui dans l'obligation d'en importer. Une situation révélatrice des failles de l'économie du pays.



■ YBC-Communication



#YBC/YB

#Accident de voie publique sur la RN27.

Un accident de la circulation routière est survenu ce jour mardi 30 novembre 2021 aux environs de 16h30 entre Fougougou et Manabougou. Il s'agit d'un minibus de transport mixte en provenance de Bamako pour Maféa qui s'est renversé de lui-même. Bilan: 07 victimes dont 01 victime avec l'absence des trois fonctions vitales. Toutes les victimes ont été évacuées au Cref de Koulikoro par les secours du centre de Koulikoro. DRPC Koulikoro.



■ Bacary Camara



Procès Bakary Togola

« OHADA » ce mot qui tient en cinq petites lettres a sans doute été assez déterminant dans l'acquittement de Bakary Togola et ses 11 coaccusés..

En effet, pour la libération de celui que l'on surnomme le « parrain du coton », les juges de la cour d'appel se sont surtout référés à un acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires(OHADA) régissant les associations et coopératives. Or, il se trouve que certaines dispositions des textes de cette même organisation sous-régionale mettent déjà en cause la procédure suivie du dépôt de cette plainte qui a pourtant envoyé pendant plusieurs mois Bakary Togola et ses ex-collaborateurs dans la maison centrale d'arrêt de Bamako. Avant de bénéficier par la suite d'une remise en liberté contre le paiement de plus de 3 milliards de FCFA

.Pour les défenseurs de l'illustre paysan, c'est un regroupement, une association ou une coopérative qui devrait être à l'origine de cette plainte et non le contraire. Et pourtant c'est ce qui s'est passé avec le dépôt de la plainte par une personne anonyme. Les textes de l'OHADA font aussi la différence entre les auteurs d'atteinte aux biens sociaux et de ceux de biens publics. Partant de ces remarques qui ont constitué des exceptions dans le dossier, les avocats de la défense ont estimé que les infractions ne sont pas établies contre les mis en cause, relevait notre confrère de l'Essor pressent sur les lieux. C'est pourquoi dit-il ils ont sollicité et obtenu l'acquittement pur et simple de leurs clients, contre l'avis désespéré du ministère public (accusation) qui plaidait en pure perte pour leur maintien dans les liens de la culpabilité. Peine perdue

B.CAMARA/Le Phénix



Imbroglie foncier à la mairie de Moribabougou-Dogobala
Des parcelles ont-elles disparu dans les poches des géomètres ?
Le maire de la commune de Moribabougou est vivement interpellé.
Mais aux dernières nouvelles, l'édile serait en mission dans l'hexagone.

Il s'agit de la disparition des parcelles n°DAN/01 et n°DAN/03 de la régularisation de Dogobala issues du morcellement du champs de Badjan Diarra. Elles appartiennent à I. C pour les initiales. Après vérification dans les archives de la mairie de Moribabougou, elle existent bel et bien dans un registre tenu à cet effet. Et c'est ainsi que nous avons commis un coursier pour suivre le dossier, mais après plusieurs déplacements infructueux, nous sommes enfin arrivés à la conclusion que les parcelles ont été détournées. Mais selon les témoignages de certains géomètres rencontrés sur place, elles ont simplement fait l'objet d'une annulation administrative par les responsables de la mairie. Nous attendons alors avec impatience la suite à donner au dossier. Affaire à suivre !

B.CAMARA/Le Phénix



L'ESSOR

Trois écrivains africains ont remporté des prix littéraires prestigieux en 2021. Dr Aboubacar Abdoulwahidou Maïga, Maître de conférences en littérature comparée à l'Université des Lettres et des Sciences Hu-



maines de Bamako (ULSHB), ancien chef de DER Lettres analyse cette année de révélation et de confirmation pour la littérature du continent

Libération



"En Espagne, les salles de cinéma sont en train de disparaître, ce qui est extrêmement triste pour moi. C'est comme si toute ma vie disparaissait avec."



2FD-Design



Hommage à #seydou_Diakite dit WARABA TCHATCHO Chasseur, guérisseur Seydou Diakité est né un vendredi à Baco Djicoroni, un quartier de Bamako. Il est le fils de Siné Diakité et de Korka Sidibé. De son vivant, il avait prédit de mourir un vendredi.

Effectivement, il a tiré sa révérence le vendredi 11 mai 2012 à l'âge de 77ans. Korka Seydou, Seydou Diakité, Waraba Tchatcho, Yirimadio Lassidan, Mali fanga wara, Siné ka dangaguélé, wara pour les intimes, dort désormais chez lui-même à Warabougou comme il l'avait souhaité. Paix à son âme !

2FD-Design dans les archives



Vie de star.net



URGENT

Un homme violé pendant une semaine par des femmes détenues à la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan)

Célestin pour pouvoir joindre les deux bouts, exerce le métier d'électricien à la prison. Il est en charge du remplacement des ampoules défectueuses.

Dans l'exercice de ses fonctions, celui-ci se retrouve dans le bâtiment des femmes détenues. C'est dans une cellule de ce bâtiment qu'une ampoule est grillée. Elle doit être remplacée avant la nuit tombée. Sa main-d'œuvre lui coutera 2000 Fcfa.

Une aubaine pour lui. Mais une fois la nuit tombée et que les autres détenues occupent la cellule, le calvaire de Célestin commence. Chacune veut au moins un coup avec lui. Il passe une première nuit endiablée et se réveille avec des parties intimes en feu et des courbatures. Les filles l'auraient même massé pour qu'il continue de les servir.

les sources confirment que Célestin a été séquestré durant une semaine avant d'être libéré. A force de subir des viols à répétition, il avait du mal à tenir sur ces jambes. En effet, tout le bâtiment étant informé, chacune voulait se servir de Célestin.



Gouvernorat de la Région de Kayes

KAYES|| LE 30 NOVEMBRE 2021|| ACTUALITÉ...

#ATTESTATION_DE_RECONNAISSE

Le festival #Kayes_Seko a connu son épilogue le samedi dernier.

Les organisateurs viennent de remettre une #Attestation de reconnaissance au Gouverneur de



la Région, le Col Moussa SOUMARÉ pour son soutien à cet événement culturel.

Le Gouverneur SOUMARÉ se dit, touché par ce geste de reconnaissance. Ainsi, il a remercié les initiateurs et leurs partenaires et a réitéré son soutien indéfectible pour toute initiative du développement de la Région.



Serge Daniel



#Mali-Réconciliation / D'après mes infos, le Pdt de la Transition le Colonel Assimi Goïta a récemment devant témoins sèchement regardé un ministre malien qui vent debout attaquait dans un écrit les autorités de la CÉDEAO.(J.P.C disait : " Un ministre ça ferme sa gueule ou ...)

Roch KABORE



J'ai reçu ce mardi, des mains du ministre de la Défense, le rapport de l'Inspection générale des Forces Armées nationales, suite au drame d'Inata. J'en prendrai connaissance, pour en tirer toutes les conséquences, conformément à mon message à la Nation du 25 novembre dernier.



Abdoul MBAYE



Le projet de budget 2022 annonce 3610,7 milliards fcfa de recettes et 4394,7 milliards fcfa

de dépenses. Où est donc passé le mensonge d'un budget de plus de 5000 milliards que nous avons dénoncé? Les faux se font décemment trop nombreux avec ce régime.

J'ose espérer que le Cadre Unitaire de l'Islam, dans sa démarche salutaire pour la paix politique, a obtenu de @Macky_Sall des explications sur son utilisation de nervis bastonneurs pendant ses déplacements, ainsi que sur l'arrêt de leur usage.

■ Mohamed Bazoum



La liberté de la presse est le fondement et l'expression de notre démocratie qui doit être garantie. Je formule mes vœux en cette journée nationale de la liberté de la presse d'un secteur responsable et résolument engagé au service du développement et de la paix dans notre pays.

■ Larmes des pauvres



#Burkina --#Soum images inédites des armes et munitions saisies par le #JNIM lors de l'attaque du 14/11 contre le détachement militaire d' #Inata.



#Burkina --#Yatenga butin récupéré par le #JNIM dans l'attaque du 24/11 contre le détachement militaire de #Thiou. Dans un communiqué, le gouvernement avait annoncé le décès de trois (3) militaires au cours de cette attaque.



■ Samba Gassama General



Dans un audio Bakary Togola disait qu'il a manger l'argent mais n'a pas mangé seul, et il a payé 3 milliards comme caution pour sortir en attendant son jugement, mais il est libre ko faute de preuves. Heyyy La justice malienne. Soutien total à SAM et SYLMA.

■ Serge Daniel



Mali-justice-corruption/D'après mes infos, un message officiel écrit demande aux unités de "redoubler de vigilance" pour "éventuellement débusquer des personnalités qui tenteraient de quitter clandestinement le pays". Un ex-ministre a été prié lundi de reporter un voyage.

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Assises nationales de la refondation : Le chef de l'Etat a reçu la classe politique



Le chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, a reçu, le lundi 29 novembre 2021, la classe politique malienne, dans la salle des banquets de Koulouba. A l'ordre du jour : les réformes politiques et institutionnelles, notamment les assises nationales. Animé par le souci de l'équité, de l'inclusivité et du consensus dans le cadre des réformes politiques et institutionnelles en vue, le Président de la Transition multiplie les rencontres. Ce lundi, c'est la classe politique malienne qui a été reçue par le Chef de l'État. « L'union sacrée de tous les Maliens autour du Mali est importante pour la réussite de ces Assises », a déclaré le ministre de la Refondation de l'Etat, Chargé des Relations avec les Institutions, avant de rappeler que les Assises sont organisées pour le Mali ; « le Mali que nous devons léguer à notre descendance ». Dès l'entame de ses propos, le ministre Ibrahim Ikassa MAÏGA a également rappelé aux hôtes du Président de la Transition les raisons qui ont conduit à cette période transitoire. Une crise multidimensionnelle secouait le pays, a-t-il précisé avant de rappeler des initiatives prises par les précédents régimes afin d'éviter au Mali de sombrer. Des initiatives qui ont été jalonnées d'échecs, a-t-il déploré. Pour le ministre MAÏGA, peu de choix reste donc aux Maliens, qui sont condamnés à se donner la main, pour trouver une solution d'ensemble aux crises qui secouent le pays. « Nous sommes à la croisée des chemins. Nous devons tirer les leçons de nos réussites et de nos échecs », a exhorté le ministre de la Refondation qui estime que le modus operandi proposé pour ce faire est les Assises nationales pour refonder l'État. Pour la pleine réussite de ces Assises, le ministre MAÏGA se dit convaincu du rôle immense que pourraient jouer les partis politiques à travers leur large participation. « En tant que partis politiques, vous êtes la cheville ouvrière de la démocratie », a indiqué M. Ikassa MAÏGA tout en invitant les partis à l'union sacrée autour du Mali. Expliquant à ses hôtes les objectifs ainsi que le mode opératoire de ces Assises, le Président de la Transition, Colonel GOÏTA, a également saisi l'occasion pour les appeler à prendre part massivement à ce processus de Refondation. Une participation qui sera la victoire de la démocratie. Aussi les a-t-il rassurés de sa disponibilité à les concerter permanemment sur les grandes questions de la vie de la Nation à laquelle il estime que ces partis accordent une grande importance. Selon ses précisions, c'est ensemble que nous devons corriger les failles de notre démocratie et œuvrer à la refondation du Mali. Précisant les attentes au sortir de ces Assises, le Chef de l'État a indiqué que l'engagement de tous, notamment de la classe politique, est nécessaire afin de relever les nombreux défis.

Source : Présidence de la République du Mali

Secteur de la communication et des médias : Finalisation du cadre juridique et réglementaire



Un atelier de finalisation du cadre juridique et réglementaire des médias se tient depuis lundi à Ségou dans un hôtel de la place sur initiative de la Maison de la Presse. La cérémonie d'ouverture des travaux était présidée par le Gouverneur de la Région de Ségou, Alassane Traoré. C'était en présence des Présidents de la Commission Médias et Tic de la Haute Autorité de la Communication (HAC), Mahamane Hamèye Cissé, et de la Maison de la Presse, Bandiougou Danté. Pour le chef de l'exécutif régional, qui a procédé au lancement des travaux, cette rencontre marque la volonté inébranlable des professionnels de l'information et de la communication de contribuer à la mise en place d'un environnement juridique propice au développement harmonieux des médias et à la consolidation de la démocratie dans notre pays. Alassane Traoré a déclaré que cet événement est d'une importance capitale dans la mesure où il pose les balises, non seulement d'une pleine liberté d'expression et de presse, mais aussi un exercice responsable des métiers de l'information et de la communication. De son côté, le Président de la Maison de la Presse a rappelé qu'il s'agit de réunir les acteurs clés du monde des médias et de la justice pour que les grandes conclusions issues de l'atelier de relecture du cadre juridique et réglementaire des médias au Mali, qui s'est tenu du 11 au 14 octobre à Bamako, soient déclinées en projets de lois et décrets afin d'assainir le secteur des médias. Bandiougou Danté dira que dans le contexte de refondation de notre État, la presse n'a pas attendu cette volonté affichée par les plus hautes autorités du pays pour commencer le travail. Il a adressé ses sincères remerciements au département de la Justice, à la Cour Suprême et aux syndicats des magistrats qui, unanimement, ont décidé de placer leur confiance au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune IV du District de Bamako, Idrissa Hamidou Touré, pour les représenter. Mahamane Hamèye Cissé a formulé le vœu pour qu'au sortir de cette rencontre de 4 jours, les textes en examen sur le régime général de la presse, sur le secteur audiovisuel et la régulation de la communication, l'accès à l'information et bien d'autres comme ceux relatifs à la presse en ligne, à la publicité, à la carte de presse et à l'aide publique aux médias soient bien affinés et finalisés.

Mamadou SY / Amap-Ségou / Source : L'ESSOR

Efficacité énergétique au Mali : Vulgarisation des directives de L'UEMOA



La forte croissance démographique et l'urbanisation galopante ont conduit les pays membres de l'espace UEMOA à revoir leur politique énergétique afin de rendre adéquat l'offre et la demande en matière énergétique.

L'application des textes portant sur l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers et des lampes électriques passe par la connaissance de ces textes par les acteurs. C'est dans ce cadre que le Comité National de Tutelle et de Suivi (CNTS) Mali en collaboration avec l'UEMOA a organisé un atelier national de vulgarisation des directives de l'UEMOA relatives à l'efficacité énergétique au Mali. L'ex CRES de Badalabougou a servi de cadre à la tenue dudit atelier, les 22 et 23 Novembre dernier.

L'objectif recherché est de faciliter l'appropriation desdits textes par les principaux acteurs à travers des échanges, en faisant ressortir dans un premier temps, les rôles et responsabilités des acteurs nationaux et sur les dispositions pratiques d'opérationnalisation de la surveillance et des vérifications de conformité dans le contexte des deux directives. Dans un second temps, prendre les dispositions fondamentales des deux directives, pour que les étiquettes énergétiques soient des critères de choix dans la sélection d'équipements électriques et que les pratiques de construction intègrent les mesures d'efficacité énergétiques. Tout en se félicitant de la tenue du présent atelier, le 1er Vice-président du CNTS Mali dira que l'étiquetage énergétique est une exigence de l'UEMOA à ses pays membres. Notre pays ne fait pas exception d'où la tenue du présent atelier.

Famakan Kamissoko a rappelé que l'adoption des deux directives relatives à l'efficacité énergétique par le Conseil des Ministres des Etats membres le 26 juin 2020 vise à inciter les distributeurs et producteurs à mettre sur le marché commun de l'UEMOA des lampes et appareils électroménagers moins énergivores, amener les architectes, urbanistes, ingénieurs, maîtres d'ouvrages et utilisateurs finaux à appliquer les mesures d'efficacité énergétiques dans les bâtiments. Cela passe par la sensibilisation des organismes nationaux de normalisation et les différents ministères à prendre en compte les normes énergétiques sur nos marchés. L'encouragement des importateurs et vendeurs à offrir des produits de plus en plus performants fait également partie des de ce programme, a dit en substance le 1er Vice-président du CNTS Mali. Cet atelier a vu la participation de tous les acteurs intervenant dans

Bourse de Sous-traitance et Partenariat du Mali : Les activités relancées



La Bourse de Sous-traitance et Partenariat du Mali (BSTP-Mali) a relancé ses activités en organisant une journée, le jeudi dernier, au siège du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM). Toutou Kanté du CNPM a présidé l'ouverture de la rencontre. C'était en présence du Directeur de la BSTP-Mali, Ibrahima Koïta.

L'objectif de cette journée était d'informer les partenaires (secteur privé, entreprises adhérentes, service public, partenaires techniques et financiers et les universitaires) de la reprise des activités de la BSTP-Mali qui est un centre technique d'information, de formation et de mise en relation entre les grandes entreprises (donneur d'ordre) et les Petites et moyennes entreprises (sous-traitants). « Depuis un certain temps, la Bourse est un peu en stand-by, donc on veut relancer, redynamiser les activités. C'est pour cela que nous avons convié tous nos partenaires pour partager avec eux les difficultés que nous avons rencontrées dans le temps, comment y remédier et quelles sont les perspectives pour que la Bourse joue pleinement sa mission », a expliqué Ibrahima Koïta. Les avantages de la Bourse pour les entreprises, le secteur privé, l'État et les partenaires techniques et financiers sont bien connus, a introduit Toutou Kanté. Par exemple, pour le secteur privé, la Bourse permet d'avoir des informations sur les opportunités d'affaires dans les différents secteurs de l'économie, le développement de la sous-traitance et du partenariat interentreprises, le développement du potentiel des entreprises existantes et la création de nouvelles entreprises. Pour l'État, la Bourse favorise l'accroissement de la contribution des entreprises à l'économie nationale, la modernisation des secteurs de l'économie, le renforcement du partenariat public-privé.

Mise en place pour promouvoir ces activités-là, la BSTP-Mali n'a pas pu, à ce jour, atteindre les résultats escomptés. Depuis sa création en juillet 2011, la structure est intégralement prise en charge par le CNPM malgré de multiples démarches auprès des autorités compétentes, a fait savoir Toutou Kanté.

Le projet de création de la Bourse au Mali a été engagé par le CNPM, en collaboration avec le Bureau International du Travail (BIT). Objectif : mieux accompagner les entreprises locales à s'insérer avantageusement dans l'environnement économique national, régional et mondial.

Amadou / GUÉGUÉRÉ / Source : L'ESSOR

l'énergie. La finalité recherchée étant d'impliquer chaque acteur à quelque niveau que ce soit, de s'impliquer dans la vulgarisation desdites directives relatives à l'efficacité énergétique.

Hassana Kanambaye / Source : L'Observatoire

Réconciliation et cohésion nationale : Les actions prioritaires de 2022 en ligne de mire



Le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, le Colonel-major Ismaël Wagué, a présidé, le jeudi dernier dans un hôtel de la place, l'ouverture de l'atelier de planification des actions prioritaires de son département au titre de l'année 2022. C'était en présence de l'Ambassadeur de l'Allemagne au Mali, Dietrich Pohl, ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Durant deux jours, les participants ont eu comme bréviaire la stratégie nationale de la réconciliation, le Plan d'action du gouvernement (PAG) et le schéma directeur des actions du Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale. La planification du plan d'action constitue une étape cruciale pour impulser des orientations stratégiques claires et pour assurer un ancrage et une appropriation forte de l'Etat dans le suivi et la mise en œuvre des activités de renforcement de la cohésion sociale.

Depuis longtemps, nos populations ont toujours eu recours au dialogue pour prévenir et résoudre leurs conflits. Cependant, avec l'avènement de la crise en 2012 et son élargissement, plus tard, à plusieurs parties du pays, l'efficacité et la crédibilité des mécanismes traditionnels de dialogue ont été érodées à la suite de la prolifération de groupes armés non-étatiques. Lesquels étendent leur influence en exploitant les conflits locaux latents. En outre, l'absence des pouvoirs publics et les sentiments d'exclusion économique et d'injustice ont contribué au délitement progressif de la cohésion sociale et à une remise en cause du contrat social entre les populations et l'Etat.

Pour l'Ambassadeur de l'Allemagne, devant l'étendue et la complexité de la crise multidimensionnelle que traverse le Mali, seule une réponse holistique, structurée et coordonnée peut permettre de contribuer au rétablissement progressif de la cohésion sociale entre les populations et de la confiance de celles-ci envers l'Etat. Dietrich Pohl a également encouragé le gouvernement dans ses efforts dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Selon le Colonel-major Ismaël Wagué, le champ de la réconciliation étant immense et parsemé d'embûches, la conjugaison d'efforts est nécessaire, voire indispensable pour l'atteinte des objectifs fixés. «C'est pourquoi, dira-t-il, cette rencontre est d'une importance capitale dans la mesure où elle nous permet de partager notre bilan provisoire de l'année en cours et de se projeter sur l'année à venir à travers une planification tenant compte de nos priorités et répondant aux aspirations

Lutte contre la corruption : Surcharge de dossiers au Pôle Economique



Décidément, la lutte contre la corruption est entrée dans une phase d'intensification irréversible. Après la vague d'arrestations spectaculaires, les dossiers continuent d'affluer massivement au Pôle Economique et Financier, récemment transformé en structure unique suite à une nouvelle réorganisation judiciaire.

Selon nos sources, pas moins de deux centaines de dossiers sont actuellement entassés sur la table du Procureur anti-corruption avec la ferme recommandation des hautes autorités d'en connaître dans un temps record. Il va de soi que les magistrats ne sachent plus où donner de la tête pour suivre la cadence imposée par cette ardeur nouvelle dans la volonté d'assainir la vie publique.

Sauf que la nouvelle série d'arrestations massives qui s'annonce s'accommodera difficilement de la surpopulation carcérale occasionnée par la précédente. Il nous revient que pour y faire face, les autorités judiciaires semblent disposées à plus de flexibilité dans l'examen de demandes de mises en liberté de certains détenus.

Rassemblées par la Rédaction / Source : Le Témoin

Mali : La problématique de la carte NINA à l'examen à la Primature

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Choguel Kokalla Maïga, a présidé, le lundi 29 novembre 2021, une réunion du Conseil de cabinet sur la problématique de la Carte Nina.

Al'entame de la rencontre, Choguel Kokalla Maïga a rappelé que de nombreux Maliens établis à l'étranger ont de soucis pour renouveler leur passeport à cause de ladite carte, et qu'il fallait que le Gouvernement trouve des solutions appropriées pour remédier à cela. Ce conseil de cabinet restreint a réuni les ministres en charge de la Refondation de l'Etat, de l'Administration Territoriale, de la Sécurité, des Finances, et des Maliens établis à l'Extérieur ainsi que le ministre-directeur de cabinet du Premier ministre et le ministre-Secrétaire Général du Gouvernement.

Source : CCRP/Primature

de nos populations cibles ». Le ministre en charge de la Réconciliation a, par ailleurs, demandé l'accompagnement des partenaires dans l'accomplissement de la mission de son département.

B. D. / Source : L'ESSOR



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Sécurité publique : Les Etats-Unis accompagnent la Police Nationale

Le représentant du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, M. Oumar Sogoba a présidé, le lundi 29 novembre 2021, la cérémonie de remise officielle du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaine (SIGRH) de la Police, suivie du don de matériels informatiques à la Police Nationale couplée à la remise d'attestations aux 14 techniciens de l'information des Forces de sécurité. L'évènement s'est déroulé dans la salle de conférence de la Direction Générale de la Police Nationale en présence du Directeur Général de l'institution, le Contrôleur Général Soulaïmane Traoré, de l'Ambassadeur des USA au Mali, M. Hankins et de plusieurs chefs de service de la DGPN.

Offerts par l'Ambassade des USA, ce système informatisé et ainsi que les matériels reçus permettront de renforcer la professionnalisation de la Police Nationale en matière de gestion efficace des ressources humaines. Faut-il le souligner, dans le but de faire d'une réalité la vision du Gouvernement malien dans le renforcement des services de sécurité, les USA et le Mali travaillent ensemble pour mettre en œuvre des mesures de modernisation afin d'aider nos forces à fournir des réponses rapides et efficaces aux besoins de sécurité du peuple

malien.

C'est dans ce cadre que le Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines a été développé, à travers l'Initiative pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité, lancée en 2015 pour accompagner la vision du Gouvernement malien dans le renforcement des capacités des services de sécurité. Après la phase d'installation et de test du système, suivie d'une formation approfondie aux profits des techniciens de l'information de la Police Nationale, de l'Office Central des Stupéfiants (OCS) et du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, ce système, aujourd'hui informatisé et opérationnel, est le fruit d'un partenariat gagnant entre les autorités américaines et maliennes. Ce don, composé de deux serveurs hébergeant le logiciel SIGRH/POL, de cinq ordinateurs portables pour l'enrôlement des fonctionnaires de police, des lecteurs d'empreintes digitales, des caméras, des cartes biométriques, des puces, de badges et des imprimantes, va non seulement permettre de suivre le personnel tout en soutenant la formation et le développement professionnel, mais aussi d'automatiser le système d'évaluation des performances et rendre la promotion du personnel plus juste et équitable.

Occasion pour l'Ambassadeur des USA, M. Hankins, d'exprimer sa fierté à soutenir ses partenaires maliens qui travaillent dur pour construire un Mali plus sûr. « Ces formations et ces dons d'équipement aideront le Mali à construire des forces de sécurité modernes et efficaces » dira-t-il, avant d'ajouter que le Gouvernement américain s'appuiera sur ce succès en mettant en œuvre le même programme pour le personnel de l'Office Centrale des Stupéfiants (OCS).

Le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane Traoré, dans son intervention a, au nom du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et de tous les fonctionnaires de police, exprimé toute sa gratitude aux USA pour son appui constant en terme d'équipements, de formations et de conseils. « Grace à ce don de logiciel et de matériels, nous allons pouvoir renforcer les capacités opérationnelles de nos services, mais aussi de mieux sécuriser les données personnelles des policiers.

Ce don d'équipements contribuera également à renforcer la professionnalisation de nos personnels », a-t-il affirmé. Il a félicité les stagiaires pour leur assiduité avant de les exhorter à en faire bon usage et à se montrer dignes de cette coopération américano-malienne. La remise d'attestations aux stagiaires qui ont suivi, durant trois semaines, un programme de formation leur permettant d'entretenir, de dépanner et de développer des capacités supplémentaires pour le système informatique des forces de l'ordre.

■ Yama DIALLO



L'hostilité à l'engagement armé de la France au Sahel : De plus en plus visible

L'engagement français au Sahel fait face à une hostilité de plus en plus visible, illustrée ces derniers jours au Burkina Faso puis au Niger par la mobilisation contre le passage d'un convoi militaire en route pour le Mali.

La longue file de véhicules devait traverser le Burkina Faso puis le Niger pour se rendre dans le nord du Mali, à Gao, comme cela est fréquent depuis le début de l'intervention française au Sahel en 2013.

Mais le chemin a été semé d'embûches : à Kaya (centre burkinabè), puis à Tera (ouest nigérien), dans des zones où les violences sont omniprésentes, des manifestants ont bloqué le convoi et caillassé les véhicules escortés par des forces de sécurité locales.

A Kaya, plusieurs manifestants ont été blessés. A Tera, au moins deux d'entre eux ont été tués dans des tirs imputés aux forces nigériennes par certains, françaises par d'autres. Une enquête a été ouverte. Le convoi est arrivé à Gao dimanche soir.

C'est la première fois, selon plusieurs observateurs du conflit, que la contestation de la présence française est aussi évidente dans les zones affectées par le conflit. Auparavant, les manifestations étaient cantonnées aux capitales, Bamako et Ouagadougou en tête.

Si l'ampleur de l'adhésion au discours anti-français est difficile à mesurer, il est "en train de s'imposer dans l'espace politique sahélier et en façon dynamique", note le chercheur français Yvan Guichaoua. Il parle de "bain d'hostilité" dans lequel évolue la France.

"Même les chefs d'Etat sont appelés à se positionner par rapport à cette dynamique", note-t-il.

Vendredi soir, le président du Niger Mohamed Bazoum exprimait sa "reconnaissance" envers la France dont il saluait "les sacrifices".

Ce discours est aux antipodes des prises de paroles publiques du Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga, qui n'hésitait pas récemment à accuser la France de former des groupes jihadistes.

"Jusque là ce type de propos émanait de réseaux pas très crédibles, de cercles compo-



tistes, mais que cela émane d'une autorité aussi haute que le Premier ministre y donne du crédit", estime Boubacar Haidara, chercheur malien.

– "On Est Ensemble" –

"La population n'arrive pas à comprendre que le terrorisme puisse gagner du terrain alors que les soldats français sont là", fait valoir auprès de l'AFP un diplomate français sous le couvert de l'anonymat. "Les populations se retournent contre ceux qui sont en première ligne", abonde une source proche de l'exécutif français, évoquant une "situation inquiétante". L'influence des groupes jihadistes au Sahel, affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, va grandissant dans les trois pays du Sahel central. Les Etats, parmi les plus pauvres du monde, n'arrivent pas à faire face, malgré l'appui de forces étrangères.

Les attaques sont quasi-quotidiennes, et la lassitude d'un conflit qui dure depuis huit ans, perceptible. Quatre soldats burkinabè ont encore été tués dimanche dans le nord.

Soucieuse d'alléger son empreinte, la France a entrepris de quitter des bases au nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tessalit) et de réduire ses effectifs de plus de 5.000 aujourd'hui à 2.500 ou 3.000 hommes d'ici à 2023.

L'annonce a poussé la junte malienne à s'intéresser à l'offre sécuritaire des mercenaires russes de Wagner, déclenchant de graves tensions entre partenaires. Bien qu'une coopéra-

tion ne se soit pas encore concrétisée pour l'instant, les rumeurs ont fait florès. Des manifestations pro-Russie et anti-France sont désormais fréquemment organisées à Bamako.

L'ancienne puissance coloniale, qui dénonce une campagne de désinformation russe, cherche à réagir: des panneaux publicitaires avec le mot-dièse #OnEstEnsemble ont fleuri dans Bamako, et les communiqués hebdomadaires de l'opération Barkhane sont désormais traduits en bambara, langue malienne.

"On n'est plus en face-à-face avec les Maliens, les Russes redistribuent les cartes", observait récemment un haut gradé français sous couvert d'anonymat. "Et la junte (malienne) a presque plus de cartes en main que nous".

Pour Boubacar Haidara, "l'erreur des autorités françaises est de penser que les contestations de la présence française ne sont que le fruit de manipulations, mais (elles) sont également le résultat de sa politique sahélierne".

Le président Emmanuel Macron a fixé une ligne rouge : les soldats français ne cohabiteront pas sur un même territoire avec Wagner, que Paris accuse de prédation en Centrafrique. Mais un désengagement brutal sonnerait comme un échec à l'afghane, à quelques mois de la présidentielle française

Source : AFP

Sasakawa Africa Association : 35 ans au service du développement agricole

À l'instar de la communauté internationale, notre pays célèbre la campagne mondiale de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles (VFF) sous le thème international : «Orangez le monde : mettre fin à la violence contre les femmes maintenant». Le thème national est intitulé : «La fin de la violence contre les femmes et les filles : une priorité pour le Mali, Je m'engage !». C'est dans cet esprit que l'Onu-Femmes a illuminé, le jeudi dernier, en couleur orange le Monument de la Paix pour afficher son optimisme sur l'élimination des VFF. La campagne s'étendra jusqu'au 10 décembre prochain.



L'ONG internationale Sasakawa Africa Association (SAA) a célébré, le lundi, ses 35 ans d'existence, dont 25 années de présence effective au Mali. Une manière de rendre hommage à ses trois fondateurs : le philanthrope japonais Ryoichi Sasakawa, Dr Norman Borlaug et l'ancien président américain Jimmy Carter. Le ministre du Développement Rural, Modibo Keïta, a présidé l'événement. C'était en présence de la Directrice-pays de la SAA, Dr Sokona Dagnoko Sissoko, de la représentante de la Présidence de la République, Mme Fatoumata Sacko Bocoum, de l'Ambassadeur du Japon au Mali, Daisuké Kuroki. Le rêve des pères fondateurs de SAA était de faire de la révolution verte une solution durable à la crise alimentaire qui sévit en Afrique, notamment la famine qui a frappé la Corne de l'Afrique au début des années 1980, selon la Directrice-pays de SAA. Selon Dr Sokona Dagnoko Sissoko, il s'agissait pour ces trois personnalités d'intensifier l'agriculture à travers l'utilisation des variétés améliorées mises au point par la recherche scientifique, des bonnes semences combinées aux bonnes pratiques agricoles, à la mécanisation, à l'utilisation des engrais et à la gestion

de l'eau et de la fertilité des sols. L'atteinte de cet objectif passe par le renforcement des capacités des petits agriculteurs qui constituent la majorité des producteurs en Afrique et leur accompagnement sur le terrain, a ajouté la Directrice-pays de la SAA. Elle a rappelé les acquis de son organisation au Mali et en Afrique. Plus de 10 millions de producteurs ont été formés aux bonnes pratiques agricoles en Afrique dont 58% au Nigeria, 30% en Éthiopie, 11% en Ouganda et 1% au Mali, principaux pays partenaires de SAA. Plus de 6.000 professionnels de la vulgarisation agricole ont été formés, dont 600 au Mali, en partenariat avec 30 universités et collèges d'enseignement agricoles partenaires dont quatre au Mali, a expliqué Dr Sokona Dagnoko Sissoko. Les rendements ont augmenté de 36 à 90% dans les pays d'intervention de SAA, dont 83% au Mali. Les pertes post-récoltes des producteurs participants au programme ont été réduites de 16 à 55%, dont 25% au Mali. 404 unités de transformation agricole ont été mises en place au Mali au profit des femmes. 1.750 coopératives et groupements de producteurs maliens étaient liés aux marchés à travers les ventes groupées, le warran-

tage et l'agriculture contractuelle.

Les producteurs liés aux marchés ont pu vendre plus de 70.000 tonnes de produits. 115 groupements de femmes ont été nommés dans le domaine de l'entrepreneuriat et 120 jeunes, dont 25% de femmes sont en cours de formation et d'assistance technique et financière dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole. Selon elle, le défi reste la pérennisation et la mise en échelle de ces succès réalisés dans les zones d'interventions de SAA.

De 1996 à 2021, plus de 12 milliards de FCFA ont été investis au Mali, au compte du seul programme de transfert de technologies auprès des producteurs sans compter le volet de la formation sanctionnée par un diplôme, a noté le ministre du Développement Rural.

«Pendant cette période, le programme d'intervention de Sasakawa a beaucoup évolué, passant par la gestion de la fertilité des sols, les caisses rurales d'épargne et de prêt, le transfert de technologies, la mise en place des Niétakèné ou centre de développement villageois, la formation diplômante en vulgarisation agricole», a énuméré Modibo Keïta. Au-delà de la promotion à grande échelle du maïs Demba-gnouma dont certains utilisateurs ont fait plus de 7 tonnes à l'hectare et des variétés de riz Nerica en culture pluviale, Sasakawa a co-initié l'organisation de la Bourse nationale aux céréales en 2006 et de la Bourse nationale des semences en 2008, a rappelé le chef du département en charge de l'Agriculture. De nos jours, a indiqué Modibo Keïta, ces deux événements se sont inscrits parmi les activités phares du secteur du développement rural au Mali. Ils permettent aux acteurs nationaux et internationaux de tisser des liens de collaboration, d'échanger leurs expériences et savoir-faire, etc.

Makan SISSOKO / Source : L'ESSOR

Projet de la loi électorale : Ces innovations qui retiennent l'attention

Un responsable politique et un dirigeant de la société civile se prononcent, ci-dessous, sur le projet de loi portant loi électorale adopté le mercredi dernier par le Conseil des Ministres. Le report annoncé par le Panel des Hautes personnalités des dates de la tenue des Assises nationales de la refondation (ANR) a également retenu leur attention

Ibrahima N'Diaye, URD : «LE PROCES-SUS N'EST PAS BOUCLÉ»

Le projet de loi électorale comporte énormément de dispositions. On peut être d'accord sur des aspects et ne pas l'être sur d'autres. Si on veut contribuer, je crois qu'il faut faire de bonnes critiques. Il y a un certain nombre de dispositions, notamment l'introduction de la proportionnelle qui va être une grande avancée pour ce qui concerne les élections législatives.

C'est déjà le cas pour les élections communales. La création de l'Organe unique pour ce qui concerne la gestion des élections est une nouveauté. Mais, il y a des aspects qui demandent à être connus pour pouvoir se rassurer de ce que nous avons connu avec la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) que nous avons introduite avec beaucoup d'espoir. Personnellement, j'aurais souhaité qu'on fasse l'audit de la CENI. Nous l'avons, avec beaucoup d'enthousiasme, introduit. Mais depuis son institutionnalisation jusqu'au moment où je vous parle, je ne peux pas dire que ça été un succès. Est-ce que la nouvelle disposition, en l'occurrence l'Organe unique, nous donne toutes les garanties ? Pour ce qui me

concerne, je reste très prudent. Le Conseil des ministres a adopté la loi, mais le processus n'est pas bouclé et les gens auront l'occasion de revenir là-dessus.

Ceci étant, quand vous parlez de loi électorale, tout le monde sait ce que représentent les élections. Je voudrais simplement dire qu'il y a trop d'élections au Mali. Elles sont trop coûteuses et systématiquement contestées. Je pense que ce sont des éléments de base pour les réflexions et les réformes que nous envisageons.

Pour le report des ANR, je pense qu'il faut bien communiquer. La décision de report a été prise par le Panel des Hautes personnalités. Cela surprend un peu les gens. Est-ce que c'est le niveau de décision pour ce report ? Dès lors que ce n'est pas le Panel qui a décidé de la date de la tenue des assises. Cela peut être un détail, mais si je l'évoque, c'est parce que il y a eu une autre observation que j'ai entendue : le choix du 26 décembre. C'est une période très chargée entre les fêtes de Noël et les fêtes de fin d'année.

Est-ce que cela n'a pas joué également dans la décision, même si on ne l'a pas évoqué ? Ce qui a été évoqué, c'est surtout l'inclusivité. Vu

les différents contacts menés par le Premier ministre et le Président de la Transition, on pouvait se dire qu'il y avait assez de temps pour se rendre compte de ceux qui vont être là ou pas. Donc, un mois avant, c'est peut-être un peu tôt pour dire que le temps ne sera pas suffisant. Sinon tout le monde est d'accord qu'il faut améliorer l'inclusivité.

Dr Ibrahima Sangho, Synergie 22 des Organisations de la société civile : «LA PUBLICATION EN LIGNE DES RÉSULTATS EST UNE GRANDE AVANCÉE»

Nous saluons le fait que la publication en ligne des résultats, bureau de vote par bureau de vote, soit inscrite dans le nouveau projet de loi électorale qui a été adopté le mercredi dernier en conseil des ministres, même si nous avons constaté certaines insuffisances. Parce que pour nous, en tant que Synergie 22 et en tant que Mission d'observation des élections au Mali (Modele Mali), nous avons pensé qu'aujourd'hui nous devrions arriver au fait que la Cour Constitutionnelle ne soit plus dans la proclamation définitive des résultats.

Mais dans la nouvelle loi électorale, on voit que c'est toujours la Cour Constitutionnelle qui va proclamer les résultats définitifs des élections. Nonobstant cela, nous pensons qu'il y a une grande avancée à travers la publication en ligne des résultats, bureau de vote par bureau de vote. En tant que Synergie 22 et en tant que Modele Mali, nous saluons cette avancée dans la loi électorale.

Nous sommes favorables pour le fait que le Panel des Hautes personnalités a repoussé la date des Assises nationales de la refondation. Déjà, en tant que Synergie 22, nous avons fait deux conférences de presse et deux déclarations les 6 et 20 novembre 2021, pour dire que les Assises nationales de la refondation atteindront leurs objectifs s'il y a un consensus politique. Tant qu'il n'y a pas un large consensus politique, on ne peut pas aller de l'avant ; on ne peut pas faire des réformes profondes pour engager tout le peuple malien. Donc, nous avons salué cette décision du Panel des Hautes personnalités de repousser la date des ANR.

Propos recueillis par
Massa SIDIBÉ et Bembablin DOUMBIA
Source : L'ESSOR



Assises nationales de la refondation : Équité, inclusivité et consensus

Le chef de l'État a fait de ces principes cardinaux sa ligne de conduite pour que les Maliens puissent, ensemble, jeter les bases d'un nouveau contrat social entre l'État et les citoyens. La rencontre du lundi avec la classe politique participe de cette démarche



En conviant les responsables de partis de politiques au palais de Koulouba, le Président de la Transition a d'abord voulu réaffirmer les principes cardinaux de sa ligne de conduite que sont l'équité, l'inclusivité et le consensus. Ensuite, le Colonel Assimi Goïta les a invités solennellement à participer aux Assises nationales de la refondation (ANR) qui tenteront de cerner les dysfonctionnements de notre architecture politico-institutionnelle et proposer des solutions. L'exercice impose une démarche permettant de prendre en compte toutes les opinions, singulièrement celles des acteurs politiques. Nombre d'entre eux ont été reçus en audience, ces dernières semaines, par le chef de l'État qui a décidé de prendre la main pour forger le consensus nécessaire à la réussite du processus de refondation. La rencontre du lundi est donc un pas de plus vers l'inclusivité souhaitée par les acteurs politiques et érigée en principe sacro-saint par le Président de la Transition.

Plusieurs leaders de partis et de regroupements politiques, y compris ceux du Cadre d'échange des partis politiques pour une transition réussie, étaient présents à cette rencontre censée impulser une dynamique nouvelle dans la matérialisation des changements nécessaires à l'émergence du Mali nouveau. Leur présence en grand nombre a été interprétée par le Président Goïta comme une preuve d'engagement pour la cause nationale, «cause qui ne peut être mieux défendue que par la conjonction des efforts de toutes les parties prenantes». C'est aussi le signe d'une conscience aigüe que notre pays ne sortira de cette impasse que quand ses fils et ses filles se mettront ensemble. «Il est impérieux de réaliser une union sacrée de tous les Maliens, quel que soit le bord politique ou religieux auquel ils appartiennent», a clamé haut et fort le chef de l'État, qui compte tout mettre en œuvre pour y parvenir. Il a engagé tous ceux qui l'accompagnent

à en faire autant.

UNE VICTOIRE POUR LA DÉMOCRATIE- Le Colonel Assimi Goïta a invité, de façon solennelle, «tous les acteurs politiques sans exclusive», à participer aux Assises nationales de la refondation «afin que les Maliens puissent, ensemble, jeter les bases d'un nouveau contrat social entre l'État et les citoyens». Et, a-t-il poursuivi, «tout en étant une des conditions de la réussite de cet événement, cette participation massive de la classe politique dans son ensemble constituera une victoire pour la démocratie malienne». Ces ANR seront l'occasion d'engager, sur la base de discussions franches, l'indispensable œuvre de refondation de notre pays qui se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Il faudra identifier les écueils qui ont jusque-là corseté notre pratique démocratique et dégradé notre système de gouvernance, y compris la gouvernance du secteur de la sécurité. L'ambition de corriger les dysfonctionnements

révélés par la pratique institutionnelle et démocratique dans notre pays n'est pas nouvelle. Les ANR se veulent un tremplin pour repenser les propositions de réformes faites lors de précédentes rencontres. Selon le Président de la Transition, elles devront contribuer à capitaliser les conclusions, recommandations et résolutions des différentes rencontres comme la Conférence d'entente nationale, le Dialogue national inclusif et les Journées de concertation nationale sur la Transition.

Également, s'agira-t-il de mettre à jour les préoccupations des populations en leur «proposant un nouveau contrat national de stabilité sociale, politique, sécuritaire, économique». Il reviendra donc aux Maliens d'établir l'ordre de priorité des réformes globales à réaliser dans le cadre de la refondation de l'État et d'identifier les actions à caractère exécutoire avec un chronogramme précis.

Enfin, a annoncé le chef de l'État, il sera mis en place un mécanisme de suivi-évaluation des recommandations retenues.

Réussir le challenge de la refondation n'est possible que si chaque Malien s'impose des sacrifices. Les défis sont nombreux et le «gouvernement ne saurait seul faire face», a concédé le chef de l'État qui a sollicité «l'accompagnement indispensable» de la classe

politique pour les relever. D'ores et déjà, le Colonel Assimi Goïta s'est dit sûr que des ANR, sortiront des propositions concrètes qui nous permettront d'avancer.

Auparavant, le ministre de la Refondation, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a jugé utile de rappeler que « nous sommes dans une transition, parce qu'il y a une crise multidimensionnelle qui frappe notre pays depuis une dizaine d'années».

Une crise qui ébranle l'État dans ses fondements, notamment sur les plans politico-institutionnel, sécuritaire, sociétal. Et, selon lui, les initiatives n'ont pas manqué pour apporter les solutions aux différentes difficultés constatées.

Sauf que « ça nous a pas évité un délitement de l'État encore plus profond», a déploré le ministre pour indiquer la nécessité de s'engager dans un processus de refondation dont les contours seront fixés par l'ensemble des Maliens à l'occasion d'ANR. Il s'agira de capitaliser « tout ce que nous avons pu tenter jusque-là », a-t-il résumé.

Visiblement, cette rencontre a rassuré les acteurs politiques. Les responsables du Cadre d'échange des partis politiques pour une transition réussie au Mali ont bien apprécié cette

initiative du Président de la Transition. «On fait de la politique pour servir son pays.

Nous savons que notre pays a besoin de rassemblement, de cohésion et d'union», a déclaré Amadou Koïta, qui a salué le «Président de la Transition pour cette recherche d'inclusivité et de consensus». Le Cadre participera-t-il aux Assises ? L'espoir est permis.

Nous avons souhaité tout simplement que les TDR des ANR soient révisés, que les ANR soient dissociées du délai imparti qui a été acté lors des concertations nationales. Si cela est fait, je pense que nous sommes un pays de dialogue...», a estimé l'ancien ministre Koïta. En d'autres termes, les responsables du Cadre ne ferment pas la porte au dialogue et n'excluent pas une possible participation aux ANR.

Du côté du parti Union pour la Démocratie et la République (URD), l'on est formel : « Nous allons participer aux ANR », a confié le Pr Salikou Sanogo, rappelant que son parti, membre du M5-RFP, a toujours souhaité un tel dialogue.

Issa DEMBÉLÉ
Source : L'ESSOR



Mali : Pourquoi nous soutenons Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre, Chef du Gouvernement ?

La révolution a-t-on coutume de dire, dévore ses propres enfants, celle du 26 mars 91 a été digérée par les siens. Les Maliens des villes et des campagnes tout comme les observateurs de la scène politique de notre pays s'accordent à dire que les acteurs du Mouvement démocratique qui ont eu à gérer le pays ces trente dernières années ont échoué. Ils ont détruit l'Ecole et l'Armée dont ils se sont servis pour arriver au pouvoir. Ils ont généralisé et "démocratisé" la corruption. Ils ont inversé les valeurs et désarticulé les fondements de la société malienne. Ils ont fait perdre au Mali sa souveraineté, son intégrité territoriale, sa dignité. Comme conséquence de leur gestion, le Mali subit chaque jour l'humiliation sur la scène internationale. L'écrasante majorité des Maliens le pensent, le disent et le vivent au quotidien.

Avant de quitter le pouvoir en 2002, Alpha Oumar Konaré ne confessait-il pas que son plus grand échec c'est l'Ecole. Le 2ème Président de la 3ème République a été renversé à la suite de la défaite annoncée l'Armée sur le champ de bataille face à la rébellion au Nord. Depuis 2012 le Mali est dans une crise multidimensionnelle qui menace l'existence même de la Nation.

Pour avoir osé décrire à sa façon l'état de la nation devant les légitimités traditionnelles, le 11 novembre 2021, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a été arrosé d'une pluie d'invectives et de rodomontades. Sa tête a même été mise à prix. Comme aurait dit l'autre, sachons raison garder. Chaque fois qu'ils traversent une mauvaise passe, les gardiens du temple en ruine battent le rappel de la reconstitution du Mouvement démocratique pour barrer la route aux restaurateurs du parti unique. Ils ne se rendent pas à l'évidence, à savoir que trente ans après le 26 mars 1991, la division du paysage politique malien entre « Patriotes sincères et démocrates convaincus » d'une part et de l'autre « nostalgiques de la dictature, citoyens de seconde zone » n'est plus opératoire. Le peuple malien a tout compris. L'euphorie a laissé la place au désenchantement.



Le procès du Mouvement démocratique a été rendu : une fois au pouvoir les acteurs du 26 mars ont trahi les idéaux proclamés le 26 mars 1991 ; ils se sont servis au lieu de servir le Peuple.

Ce qui mobilise aujourd'hui ce n'est plus l'opposition au Général Moussa Traoré, ce qui mobilise c'est la défense de la dignité et de l'identité malienne.

S'il doit y avoir bras de fer il opposera les guerriers de la souveraineté aux portefaix de Baba Commandant.

Le Pr. Cheïbane Coulibaly confiait déjà en 1994 au Journal Cauris ceci : « Il n'est pas rare aujourd'hui d'entendre les citoyens dire : nous nous sentons trahis par la démocratie. Il n'est pas rare non plus d'entendre les paysans dire : le vent du changement n'a pas encore tourné dans le sens que nous souhaitons ».

Ce vent vient de souffler en 2021 avec la Rectification de la Transition.

Dr Oumar Mariko figure emblématique du 26 mars a confié à L'Essor Spécial 26 mars 2016

ceci : « Le Mouvement démocratique est mort au pouvoir, en terme d'idéal à atteindre, vaincu par les vices qu'il a voulu combattre ».

Le Pr Mamadou Lamine Traoré autre figure de proue du 26 mars, fondateur de l'ADEMA, de s'interroger : « Nous avons eu le multipartisme, qu'en avons-nous fait » ? Et le Pr Issa N'Diaye le grand philosophe, autre fondateur de l'ADEMA, a sonné l'hallali : « La démocratie a fini par faire pire que la dictature, surtout au niveau de la qualité des ressources humaines. Elle a injecté sur la scène politique toutes sortes de gens parfois de véritables voyous ». Pour Issa N'Diaye le responsable principal de ce gâchis n'est autre que le premier Président de la IIIe République : « Terrible fardeau que le sien ! Se construire sa propre prison pour échapper au regard accusateur de ses propres concitoyens ! Alpha le démocrate rase les murs tandis que Moussa le dictateur parade. Quelle terrible leçon de l'histoire ! ».

Des propos de ce genre venant des acteurs déçus de l'orientation prise par le Mouvement

démocratique au pouvoir l'on peut en dresser tout un florilège.

Les restaurateurs du Mouvement démocratique en 2021, au lieu de s'en prendre à eux-mêmes, crient haro sur le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga pour avoir été membre de l'UNJM (pourtant créée en 1978 par Alpha Oumar Konaré, alors Ministre de la Jeunesse et des Sports du Général Moussa Traoré) jeunesse de l'UDPM parti unique constitutionnel et avoir défendu son héritage qui, comme tout bilan contient des aspects positifs et négatifs. Faut-il rappeler au passage que Tieblé Dramé (aujourd'hui Président du PARENA) avait siégé en ces années- là au sein du Bureau Exécutif National de l'UNJM ? Qu'est- ce qu'il y faisait ? Il doit s'expliquer. Pourquoi depuis 1991 que Moussa Traoré et l'UDPM ne sont plus au pouvoir, Tieblé Dramé et ses acolytes du Mouvement démocratique n'ont jamais exigé ni rien fait pour élucider les circonstances de la mort de Cabral, ni même chercher à localiser le lieu où son corps est enterré. Du reste, il suffit d'écouter les dépositions des membres de la famille de Cabral devant la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CJVR) à sa séance de décembre 2020, pour comprendre l'amertume et le sentiment de haute trahison qu'ils ressentent en parlant de Tieblé Dramé et ses acolytes qui font du commerce politique honteux avec le mort et le nom de Cabral.

En parcourant la vie politique de Choguel Kokalla Maïga l'on est émerveillé par la profondeur et la clarté de la vision, la cohérence et la constance de son discours politique.

Depuis la naissance du M5-RFP en 2020, je parcours régulièrement la page

YouTube de Choguel. Sur sa page YouTube, Choguel a installé tous ses discours et interviews depuis près de 30 ans. En les parcourant, on se rend compte que cet homme est d'une constance, d'un sérieux et d'une cohérence sans égal sur la scène politique malienne. Jugez-en en lisant cet extrait de son discours du 13 juin 1993 prononcé au Foyer des Jeunes de Quizambougou près de trente ans auparavant, à l'occasion du placement sur les fonts baptismaux, de l'UDPM-Renouveau, ancêtre du MPR (Mouvement Patriotique pour le Renouveau). Il y a livré sa profession de foi sous forme de messages politiques à livrer par les militants de son parti à travers le pays et la communauté internationale : « ... Nous voulons prendre en charge l'héritage politique de

l'UDPM, le parfaire en tirant toutes les leçons et tous les enseignements du passé, en débarrassant de toutes les tares inhérentes au caractère unique et constitutionnel du parti et en l'adaptant au nouveau contexte politique ». Le second message est relatif au rapport entre le parti et les associations et partis issus du Mouvement démocratique : « Ce rapport ne doit être empreint d'aucun sentiment de vengeance ou de revanche. En tous les cas pas de la part des militants sincères de l'UDPM. Nous devons aller plus loin en travaillant à une sincère réconciliation entre tous les fils du pays quelle que soit leur appartenance politique avant et après le 26 mars 91. Pour cela, nous devons par exemple pour notre part, prendre notre courage et notre dignité à deux mains devant l'histoire et reconnaître volontairement et sans pression aucune et condamner fermement tout ce qui a pu être porté comme atteinte aux droits et libertés de tous ceux d'entre eux qui, pour diverses raisons mais en toute sincérité, avec conviction politique et loyauté, étaient opposés à l'UDPM. D'une telle démarche sortira grand le Mali tout entier. Elle me semble plus conforme à la morale et à l'éthique du peuple malien beaucoup plus qu'une campagne de pression et d'intimidation dont le résultat final sera de déchirer davantage notre société, d'empêcher une véritable réconciliation des cœurs et des esprits partant de précariser le nécessaire consensus social et politique dont notre pays a tant besoin pour assurer un véritable décollage ».

Le dernier message est celui attaché « au respect de la légalité républicaine, des institutions de l'Etat, de la paix sociale et de notre opposition viscérale à la violence quelle que soit sa forme. Aujourd'hui notre pays a besoin de l'apport de tous ses fils dans la légalité et la paix sociale retrouvée et sans violence conformément à l'ordre social établi et consacré par la Constitution de la III^e République. Toute autre attitude sera contraire aux intérêts supérieurs du peuple malien et aux objectifs de notre parti».

Au lendemain du Procès dit « Crimes Economiques » le MPR a organisé un meeting d'information le 14 février 1999. A cette occasion, après un compte rendu succinct du déroulement du procès, Choguel a fait une réflexion sur la problématique de la Réconciliation nationale. Dans son discours ce jour, il a appelé à faire une bonne fois pour toute la lumière

sur toutes les pages plus ou moins sombres de l'histoire contemporaine du Mali. Il a notamment invité à faire la lumière sur tous les drames qui ont émaillé l'histoire récente du Mali, afin de connaître la vérité, et sur cette base réconcilier les Maliens afin d'ouvrir une nouvelle page de paix des cœurs et des esprits pour construire un avenir commun : la mort de Fily Dabo Sissoko, Hamadoun Dicko et Maraba Kassoum Touré en 1964, les événements du 19 novembre 1968, la mort du Président Modibo Keita en 1976 et celle d'Abdoul Karim Camara dit Cabral en 1980, les événements de mars 1991, la mort de Tieoulé Mamadou Konaté et ses compagnons en 1996. Il est le seul homme politique qui a eu le courage de tenir un tel discours il y a de cela plus de 25 ans.

Choguel a été de tous les combats pour la consolidation de la démocratie.

Au COPPO en 1997 pour freiner la dérive totalitaire des tenants du pouvoir de l'époque, à Espoir 2002, au FSD en 2018 enfin au M5-RFP en 2020.

C'est cet homme devenu Premier ministre qui est qualifié à tort de personnalité clivante, incapable de rassembler et nostalgique du parti unique.

Il est plus sage pour les restaurateurs du Mouvement démocratique de se rendre à l'évidence et de rejoindre le rang des bâtisseurs du nouveau Mali dont parle Issa N'Diaye le visionnaire dans le Spécial L'Essor du 26 mars 2016 cité plus haut : « Le Mali est dans une nouvelle zone de tempête. Il y a urgence à tirer toutes les leçons du 26 mars. Le seul réconfort face à l'incendie qui monte c'est espérer qu'un monde enfin nouveau surgisse des cendres de celui qui est entré en putréfaction avancée. Mais seuls les Maliennes et les Maliens sont en mesure d'inventer leur propre avenir en osant prendre en main leur propre destin ». Ces propos sonnent comme une prémonition annonçant la tenue des Assises Nationales de la Refondation (ANR) en préparation, 5 ans plus tard pour une nouvelle naissance celle du Mali nouveau le Mali Kura.

Bamako, le 28 novembre 2021

Mamadou Traoré dit Seyba Opérateur économique.

Almahmoud Ibrahim Diallo, Ancien fonctionnaire international à la retraite.

Tisserands et forgerons de Bamako : Le ministre Guindo impressionné par leur savoir-faire

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, a visité, le mardi dernier, deux sites de l'artisanat à Bamako. Il est d'abord allé voir les tisserands installés près de l'école fondamentale à Médina-Coura. Ces artisans continuent de confectionner des couvertures, des pagnes et autres atours.

Almamy Sangho de l'Association des Tisserands Traditionnels du Mali (ATTM) a expliqué que les tisserands sont actuellement confrontés à un problème d'approvisionnement en fil avec la fermeture de la Compagnie Malienne de Textile (COMATEX).

Ils se voient ainsi contraints d'acheter des fils importés dont ils n'apprécient pas autant la qualité que celui de la COMATEX. En plus, ce fil coûte plus cher et ne permet pas de satisfaire certains motifs prisés. Le porte-parole des tisserands a souhaité donc une plus grande implication de l'Etat pour la réouverture de cette usine.

Le ministre Guindo a aussi rendu visite aux forgerons dans le marché du même quartier. Ceux-ci occupent le flanc de la colline appelé «Djifiémba», prosaïquement grosse jarre. Ils

sont environ 3.000 apprentis et maîtres forgerons confondus, selon les données fournies par le Président de l'Assemblée Permanente des Chambres de Métier (APCMM), Mamadou Minkoro Traoré.

Ici, c'est le cœur de la forge malienne, car on y fabrique toutes sortes de pièces : de simples marteaux jusqu'aux pièces de rechange des véhicules, en passant par celles de plomberie pour les particuliers aussi bien que pour les grandes installations de la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) ou de l'Énergie du Mali (EDM-SA), de la fonderie, du matériel agricole.

Un site qui grouille de monde du matin au soir sans discontinuer. La rencontre entre les coordinateurs respectifs de ces deux catégories d'artisans et le ministre en charge de l'Artisanat est parfois allée dans le bon sens parce que ces artisans ont cru tenir une opportunité d'évoquer certaines préoccupations, notamment des problèmes qui les assaillent.

Les plus jeunes qui étaient parfois dans l'excitation ont été rappelés à l'ordre par les aînés pour éviter une montée d'adrénaline. Mais toutes ces deux catégories d'artisans récla-

ment de meilleures conditions de travail.

Si les tisserands sont installés sur une propriété privée, les forgerons font face à l'appétit vorace de prédateurs fonciers qui grignotent peu à peu dans leur espace. Pourtant, les sites des forgerons couvrent trois titres fonciers au nom du Ministère en charge de l'Artisanat, explique le Président l'APCMM. Mais hélas, des particuliers continuent d'y construire des magasins parce que disposant de titres de propriété délivrés par la Mairie. Il rappelle que sa faitière est actuellement opposée à ceux-ci dans un procès actuellement.

À la fin de sa visite, Andogoly Guindo s'est montré très enthousiaste au regard de ce qu'il a vu.

«J'ai trouvé un monde très volontaire, très déterminé et qui aime son métier. J'ai été émerveillé surtout par la maîtrise presque à la perfection des différents métiers», a-t-il déclaré. Le ministre Guindo s'est dit impressionné par le savoir-faire de ces artisans.

Youssef DOUMBIA
Source : L'ESSOR



Burkina Faso : Le gouvernement rétablit la connexion mobile

Il leur aura fallu huit jours, pour retrouver la connexion mobile internet. En effet, en raison de la situation particulièrement tendue - sur fond de blocage d'un convoi militaire français - les autorités burkinabé avaient décidé la suspension de la connexion Internet mobile, avant de la rétablir le 28 novembre dernier. La nouvelle a fait l'objet d'un communiqué, signé du porte-parole du gouvernement burkinabé, Ousseini Tamboura. Cependant, à ce jour, les motifs réels de cette suspension sont méconnus. Ou presque. Car,

M. Ousseini Tamboura, au cours d'un point de presse, avait indiqué que la restriction de la connexion était motivée par des impératifs d'ordre public. « Le programme d'inhumation de nos combattants parce que la situation de Inata a été très durement vécue... Nous avons pensé que notre nation avait besoin d'un silence ... où on va puiser toutes nos forces morales pour...encaisser le coup afin de ...dignement enterrer nos soldats. Cette restriction [d'Internet] est nécessairement liée à cela » a-t-il déclaré.



Autrement dit, selon M. Tamboura, il n'y aurait pas de lien entre le blocage du convoi militaire français et la coupure de la connexion mobile. On est quand même sceptique, au regard de la coïncidence. Encore que par le passé, le gouvernement burkinabé n'avait pas eu besoin de suspendre la connexion pour enterrer des morts. Pour beaucoup, la suspension est directement liée à la situation du convoi militaire. « On nous a empêché de communiquer entre nous, à cause des soldats français », nous a déclaré un burkinabé. Un sentiment d'autant plus compréhensible que le rétablissement de la connexion coïncide, une fois de plus, avec le départ du convoi français. Quoi qu'il en soit, cette suspension d'Internet aura occasionné d'énormes préjudices.

« Moi, je travaille avec des partenaires étrangers. C'est grâce à Internet que nous restons en contact. Or, avec la connexion suspendue mon business a pris un sérieux coup », nous a confié un commerçant burkinabé ému. Ensuite, la restriction d'Internet aura certainement entraîné un manque à gagner pour les compagnies de téléphonie, mais aussi pour l'État à long terme sur le plan fiscal. A ce jour, il semble prématuré d'indiquer des chiffres. Mais, tout porte à croire que les pertes sont considérables.

D'autre part, le rétablissement de la connexion Internet peut s'analyser comme une volonté de décrispation. En effet, malgré le départ du convoi militaire français de Kaya, certains burkinabé sont toujours dans la rue, pour dénoncer la politique sécuritaire du gouvernement. Le 27 novembre dernier, Ouagadougou a été le théâtre d'une particulière violence notamment entre manifestants et policiers.

En outre, rapporte Le Quotidien Numérique, « Au siège du parti au pouvoir, le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP), sis dans le quartier « Petit Paris », nous avons trouvé des jeunes sympathisants du pouvoir, armés de bâtons et déterminés à affronter les manifestants, qui selon eux, auraient des velléités d'incendier leur quartier général ».

C'est dire à quel point la colère est potentiellement explosive. En attendant espérons que la connexion Internet sera durablement maintenue. Il y va des intérêts économiques et du respect des libertés informatiques burkinabé.

Malik Wogo

RDC : L'ex-Premier ministre Augustin Matata Ponyo rompt le silence

C'est la première prise de parole d'Augustin Matata Ponyo depuis l'arrêt, mi-novembre, de la Cour constitutionnelle déclarant son incompétence dans l'affaire du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo.

Aujourd'hui, l'ancien Premier ministre de Joseph Kabila affirme être devenu un prisonnier dans son propre pays, un prisonnier politique : « C'est quand même inacceptable qu'un citoyen d'un pays, sénateur de surcroît, ancien Premier ministre, puisse être interdit de se faire soigner par son propre pays, à l'extérieur du pays et à mes propres frais. Pendant ce temps, d'autres personnes, on les laisse voyager. C'est pour cela que je vous dis que je suis un prisonnier politique (...) Je suis bloqué ici tout simplement parce que je suis peut-être un citoyen congolais d'une

autre espèce. Mais, aussitôt que le président de la Cour suprême a rendu l'arrêt déclarant l'incompétence de la Cour suprême, j'ai introduit la requête pour aller me faire soigner. Donc, copie a été réservée même au chef d'État. Mais vous savez la réponse du procureur : il refuse. C'est inimaginable ».

Nouvelle démarche ?

L'ancien Premier ministre croit savoir que le parquet de la Cour constitutionnelle a amorcé une nouvelle démarche pour saisir la Cour de cassation aux fins de statuer sur la même affaire. Augustin Matata qui félicite le président



de la Cour constitutionnelle pour avoir dit le droit dans l'affaire qui avait été portée à sa connaissance, accuse le parquet de cette cour d'avoir comploté avec le bureau du Sénat pour lever ses immunités pour des raisons purement politiques, mais sans plus de détails. Il a dit aussi merci au secrétaire général des Nations unies pour, a-t-il dit, l'avoir « soutenu ».

Source : RFI

Remaniement ministériel au Niger : Le ministre de l'Intérieur quitte son poste

Remaniement ministériel au Niger : plusieurs ministres changent de poste, notamment le ministre de l'Intérieur, Alkache Alhada, qui quitte ce ministère stratégique. Ce changement intervient quelques jours après les incidents à Téra, où un convoi de l'armée française a été pris à parti par la population.



Ce remaniement technique consacre le départ du gouvernement de deux ministres, celui de la Justice, le Dr Bou-bacar Hassan, et celui de la Fonction publique,

Mme Attaka Zaharatu. Tous deux sont du parti MPR Jamhuriya, de la mouvance présidentielle. Ils ont été remplacés par deux personnalités du même parti, une décision

souveraine, dit-on, du président de leur parti. Il s'agit d'Ikta Abdoulaye Mohamed à la Justice et de Hadiza Douara Kafougou à la Fonction publique.

Un départ qui intervient après les manifestations de Téra

Mais ce remaniement, c'est surtout le départ du ministre de l'Intérieur, Alkache Alhada, pour un autre poste, celui du Commerce. Il a été remplacé par Hamadou Adamou Souley, précédemment à l'Équipement. Ce départ intervient 48 heures seulement après les violentes manifestations des jeunes de la ville de Téra. Le 27 novembre dernier, ils ont tenté de bloquer le convoi de l'armée française en transit pour Gao au Mali.

Une défaillance du système de maintien de l'ordre

Officiellement, il y a eu deux jeunes décédés, et plusieurs blessés graves par balles, évacués à l'hôpital national de Niamey. Des sources bien informées, il y a eu une défaillance du système de maintien de l'ordre ce jour-là à Téra. Et le ministre de l'Intérieur a payé pour ces incidents de Téra, précisent les mêmes sources.

Source : RFI

Ballon d'Or 2021 : Salah 7e, Mahrez 20e, Mendy 2e meilleur gardien

Le Ballon d'Or a été remporté par l'Argentin Lionel Messi pour la septième fois, ce 29 novembre 2021 à Paris. L'Égyptien Mohamed Salah (Liverpool) a fini 7e au classement et l'Algérien Ryad Mahrez (Manchester City) 20e. Le football africain attend depuis 1995 et le sacre du Libérien George Weah qu'un autre joueur du continent soit sur le podium. Le Sénégalais Edouard Mendy a fini deuxième meilleur gardien de l'année.

Toujours pas d'Africain sur le podium du Ballon d'Or. Ni Mohamed Salah (7e), ni Ryad Mahrez (20e) n'ont réussi à finir sur l'une des trois premières marches du podium de l'édition 2021, ce 29 novembre à Paris. L'Égyptien avait terminé 6e en 2018 et 5e en 2019. L'Algérien, lui, s'était hissé au 7e rang en 2016.

C'est donc une nouvelle déception pour le foot africain qui n'a toujours pas placé un de ses représentants à l'une des trois premières places du classement, depuis le sacre du Libérien George Weah en 1995.

Lionel Messi, le lauréat 2021, pense toutefois que Salah peut viser plus haut, à l'avenir : « Tout comme Robert Lewandowski, je pense que Salah a de grandes chances de remporter

le Ballon d'Or un jour car année après année il prouve sa valeur sur le terrain. Cela fait des années qu'il a un rendement spectaculaire et cette année il a fait encore partie des meilleurs. Et je suis sûr que l'année prochaine il va encore se battre pour le remporter. »

Grosse déception autour d'Edouard Mendy

Mais la plus grosse déception pour de nombreux suiveurs du foot continental est peut-être la deuxième place d'Edouard Mendy pour le Trophée Yachine. Celui-ci a été remis à Gianluigi Donnarumma, vainqueur de l'Euro 2021 avec l'Italie. Le portier sénégalais, impressionnant avec Chelsea, avait lui gagné la Ligue des champions avec Chelsea.

L'Italien a d'ailleurs rendu hommage au Lion de la Téranga, après la cérémonie du Ballon d'Or, en conférence de presse : « Mendy fait du bon travail. Je le félicite. Il a remporté la Ligue des champions. Il est vraiment un excellent gardien, j'ai une grande admiration pour lui. Il aurait pu gagner aussi, mais ce n'est pas moi qui décide qui gagne ce prix. Je ne peux que dire tout le bien que je pense de son travail, et pour tout ce qu'il pourra accomplir, tout ce qu'il pourra offrir à Chelsea et à son équipe nationale. »

Propos recueillis par Alejandro Valente,
Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 Malikilé
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La reprise de son professeur allemand
Transition malienne
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 Malikilé
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs !
Sommet sur le financement des économies africaines
Un air de déjà-vu

855 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
"Développement durable et capital humain : Bases et pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"
Points de presse du M5-RFP
Grand Rassemblement le 4 juin en lieu et place de l'indépendance

856 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAMAKO
21^{ème} édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Adoumane Coulibaly
EDITION SPECIALE
Mali
Vandalisme, cambriolages, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 Malikilé
Mali : L'opposition appelle à la démission de l'actuel chef de l'État
Crise au Mali
Antipode d'un gouvernement sur-tout-voilà grâce à une crise

858 Malikilé
Mali : L'opposition appelle à la démission de l'actuel chef de l'État
La création d'un Centre de Faits et de Renseignements au moment des débats
Difficultés négotiations avec le M5-RFP et manifestation au M5-RFP

859 Malikilé
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier : Mali, qui dirige la Transition du Mali ?
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 Malikilé
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP
Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23